

Lisez le journal numérique
sur le site : lindependant.org

Le Démocrate

N° 1182 DU MARDI 7 NOVEMBRE 2023 * ZONE CFA

INDÉPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS



EVASION A LA MAISON CENTRALE

LES COLONELS CLAUDE PIVI, BLAISE GOMOU ET MOUSSA TIEGBORO RADIÉS DE L'ARMÉE!

Justice

**Le dossier de Dadis, Pivi, Tiegboro
et Gomou va se corser avec
de nouvelles accusations**

P.7

Attaque armée à la Maison
Centrale de Conakry

**Charles Wright souligne les
lacunes sécuritaires**

P.9

Tragédie à Conakry le 4 novembre

**Le récit déchirant d'une mère face
à la perte de sa fille de 6 ans,
touchée par une balle**

P.8



EVASION MAISON CENTRALE

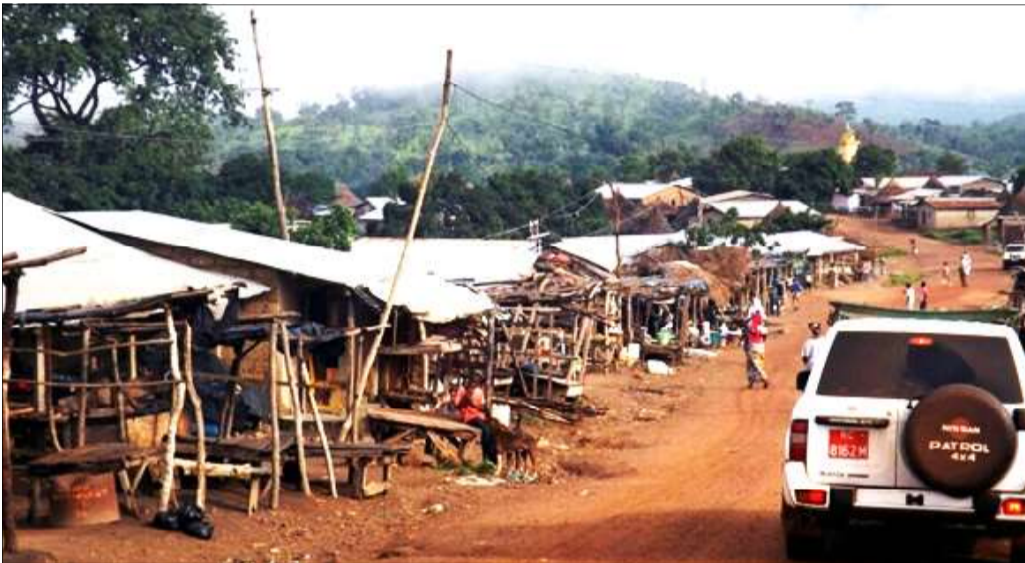
**Le gouvernement
doute de la version de
«l'enlèvement»...**

P.5

GUINÉE

Une ONG dénonce un manque de transparence sur l'impact environnemental d'un projet de chemin de fer

En Guinée, Action Mines dénonce un manque de transparence des projets de chemin de fer liés au gisement géant de fer de Simandou, dans le sud-est du pays. L'ONG affirme qu'aucune étude d'impact environnemental récente n'a été rendue publique au sujet du futur Transguinéen, censé acheminer le minerai vers la mer. Explications.



En Guinée, la société civile s'inquiète du manque de transparence des projets de chemin de fer liés au gisement géant

de minerai de fer de Simandou. Après le lancement des premiers travaux du Transguinéen de Kérouané à Forécariah, sur la côte, par la compagnie Winning Consortium Simandou, c'est au tour du consortium mené par la multinationale Rio Tinto de commencer les travaux préparatoires de son propre tronçon, entre Beyla et Kérouané, pour relier les deux parties du gisement entre elles. Or, l'étude d'impact environnemental n'a pas été rendue publique dans sa version actualisée.

Cette étude d'impact environnemental permet au public de connaître les engagements des sociétés en matière d'adaptation et de compensations aux populations.

L'ONG guinéenne Action Mines avait déjà déploré l'an dernier la non-publication de ce document par Winning Consortium Simandou, alors que les premiers travaux du Transguinéen, censé acheminer le minerai vers la mer, ont déjà, selon Amadou Bah, directeur exécutif de l'association, lésé les populations riveraines. « Il

y a les bas-fonds qui sont inondés par les travaux de la société Winning Consortium Simandou, affirme-t-il au micro de Claire Fages. Il y a bien entendu des champs qui ne peuvent plus donner parce qu'il y a eu des cours d'eau qui sont pollués ».

Cette fois, c'est à Rio Tinto-Simfer, qui débute ses propres travaux ferroviaires, qu'Action Mines demande la mise à jour de son étude d'impact, obsolète, selon Amadou Bah car elle date de 2012 : « Les conditions environnementales ont changé au niveau local. La démographie a changé. Les aspects de la biodiversité ont changé. Donc, ce serait important que cette mise à jour soit publiée parce que les conditions ont changé entretemps. »

Joint par RFI, Rio Tinto Simfer assure qu'une révision lancée il y a deux ans « garantira les normes environnementales et sociales les plus strictes ». Et qu'une fois approuvée, elle sera publiée par le gouvernement de la République de Guinée.

Source/Rfi

ÉVASION SPECTACULAIRE EN GUINÉE

Moussa Dadis et ses complices s'échappent de la plus grande prison de Conakry

L'ancien chef de la junte guinéenne et au moins deux de ses co-accusés dans le procès du massacre du 28 septembre 2009 ont réussi, ce samedi 4 novembre à l'aube, à s'échapper de la plus grande prison de Conakry.



Les habitants de la presque île de Kaloum se sont réveillés tôt ce samedi matin au son des armes automatiques, quand un commando a pris d'assaut la Maison centrale de Conakry, la plus grande prison de Guinée.

Les détenus les plus surveillés du pays

Selon nos informations, des individus lourdement armés ont fait évader plusieurs des accusés dans le procès du massacre du 28 septembre 2009, à commencer par l'ancien homme fort du pays, le capitaine Moussa Dadis Camara, mais aussi Claude Pivi et Blaise Goumou.

Moussa Tiégboro Camara, autrefois chargé des services spéciaux, de la lutte anti-drogue et du grand banditisme, serait quant à lui de nouveau entre les mains des forces de l'ordre. S'est-il rendu de son plein gré ou a-t-il déjà été rattrapé ? Les versions divergent pour l'instant.

Composé de quatre véhicules de type pick-up, le commando était dirigé par le fils de Claude Pivi, un ancien membre des Forces spéciales. Pivi lui-même était ministre chargé de la Sécurité présidentielle lorsque Moussa Dadis Camara était au pouvoir, de décembre 2008 à décembre 2009.

Le procès du capitaine putschiste et d'une

dizaine d'anciens responsables de la junte qui avait pris le pouvoir à la mort de Lansana Conte s'était ouvert le 28 septembre 2022, soit treize ans tout juste après le massacre commis au stade de Conakry, dans lequel plus de 150 personnes avaient été tuées.

Opérations de ratissage

Des années durant, sous la présidence d'Alpha Condé (2010-2021), les autorités guinéennes avaient paru réticentes à faire juger des personnalités qui avaient conservé influence et soutiens dans les rangs de l'armée, et notamment en Guinée forestière. C'est un an après le coup d'État perpétré par Mamadi Doumbouya, en septembre 2021, que le procès s'était finalement ouvert à Conakry.

Les détenus qui sont parvenus à fuir comptaient parmi les plus surveillés du pays. Ils se sont évadés alors que le régisseur de la Maison centrale de Conakry, Thierno Sadou Diallo, venait de rentrer en Guinée, après avoir suivi une formation de plusieurs mois en Suisse. Il n'avait pas encore repris ses fonctions.

Des opérations de ratissage ont été lancées dans la capitale mais, aux alentours de 10h (heure locale), les tirs n'étaient plus que sporadiques.

Jeune Afrique

Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Kipé Dadiya
Commune de Ratoma
servicecommercial@lindependant.org
Tél : 628.529.162 / 628.85.84.18
Conakry

Redacteur en chef

Alpha Amadou DIALLO:
628.85.84.18 Email:
alphaamadoudiallo@lindependant.org
lindependantguinee@gmail.org

Comité de rédaction

Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Aïssatou Sadio BAH

Collaborateurs

Algassimou L DIALLO
Oumar CAMARA
Abdoul Chaolis DIALLO
Saliou KEITA
Louda DIA

P.A.O

G. SOUMAORO
Tél. (+ 224) 628.529.162

Recouvrements, Abonnements,

Marketing, Publicités &

Annonces

servicecommercial@lindependant.org
Amadou Tidiane DIALLO
Tél. (+224) 666 60 79 99
Amadoutidianediallo

@lindependant.org

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Le Scribe

Lisez le journal numérique sur le site

ÉVASION SPECTACULAIRE À LA MAISON CENTRALE DE CONAKRY

Me Paul Yomba Kourouma exprime sa déception et espère une capture rapide

Ce samedi 4 novembre 2023 a été le théâtre de violences inattendues à la Maison Centrale de la commune de Kaloum, où des coups de feu ont retenti à la suite d'une attaque menée par des individus armés.



Parmi les évadés, des personnalités notoires de l'histoire guinéenne, notamment l'ancien chef de la junte militaire, le capitaine Moussa Dadis Camara, le colonel Moussa Tiégboro Camara, Claude Pivi et Blaise Goumou, tous accusés dans les événements tragiques du massacre du 28 septembre 2009. Ces figures controversées ont réussi à s'échapper de la prison.

Me Paul Yomba Kourouma, l'un des avocats de Toumba Diakité, a réagi vivement à cette évasion, exprimant sa déception tout en gardant espoir quant à leur arrestation et leur retour en détention. « Ce sont les promoteurs de la chaîne, les auteurs de la conception et de la réalisation de ce massacre... Il (Dadis, ndlr) sera rattrapé et jugé. L'évasion de Dadis me choque, ça m'exaspère. Dadis devait d'abord, comme un bon pilote, laisser les gens avec les gilets de sauvetage, partir et lui-même restait... Tiégboro et les autres, ce sont les petits gens. », a-t-il déclaré.

L'avocat a ajouté avec fermeté : « Ils sont dans un pays bien policé, ils n'en

sortiront pas. J'aurai préféré que Dadis reste en prison, bien gardé que de rester dehors en prison mais mal gardé. Celui qui va aussi le recevoir va être arrêté aussi ». Cependant, Me Kourouma s'est réjoui du fait que Toumba ne soit, selon lui, ni de près ni de loin associé à cette évasion. Il a souligné que le colonel

Tiégboro aurait été déposé à nouveau à la Maison Centrale.

Les circonstances entourant cette évasion restent floues, mais Me Kourouma a clairement exprimé son désir de voir les évadés retrouvés et reconduits en prison pour répondre de leurs actes.

Abdoul Chaolis Diallo

ÉVASION AVORTÉE À CONAKRY

Le Cap. Moussa Dadis appréhendé dans sa tentative de fuite et réincarcéré

La brève tentative d'évasion du Capitaine Moussa Dadis Camara a rapidement pris fin, le ramenant à la Maison Centrale de Conakry. Cette information a été confirmée par l'un de ses avocats, qui qualifie l'incident de kidnapping plutôt que d'évasion.

Cette situation ambiguë, qualifiée tantôt d'enlèvement, tantôt d'évasion selon les déclarations contradictoires

des acteurs impliqués, a semé la panique parmi la population de Conakry en ce samedi 4 novembre.

Actuellement, le Capitaine Moussa Dadis Camara, aux côtés du Colonel Tiergboro, est retourné derrière les barreaux en compagnie d'autres détenus impliqués dans le procès relatif aux événements du 28 septembre.

Souleymane Bah

ÉLISE KEPPLER DE HRW

«Les autorités doivent veiller à ce que Pivi soit remis en détention en toute sécurité»

Elise Keppler, directrice adjointe de la justice internationale de Human Rights Watch, et conseillère juridique adjointe au sein de l'organisation a réagi samedi à l'évasion de l'ex-chef de la junte Moussa Dadis Camara et trois autres co-accusés dans le dossier du massacre du 28 septembre 2009.



« Les victimes attendent depuis plus de dix ans que les auteurs présumés de l'un des pires incidents de l'histoire de la Guinée – le massacre du stade de 2009 au cours duquel plus de 150 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres violées – soient amenés à rendre des comptes. Les développements d'aujourd'hui soulignent l'importance d'une sécurité adéquate pour la détention des 11 accusés, y compris l'ancien président autoproclamé Dadis Camara, et d'une protection suffisante pour les victimes. Selon les informations

disponibles, Dadis Camara et deux autres fugitifs sont à nouveau en détention, mais l'ancien ministre Claude Pivi est toujours en fuite. Les autorités doivent veiller à ce qu'il soit remis en détention en toute sécurité pour être amenés devant la justice. Le procès historique du massacre du Stade de Guinée et les progrès réalisés à ce jour pour rendre justice aux victimes et mettre un terme à l'impunité de longue date suite aux exactions commises en Guinée sont trop importants pour être ignorés », a-t-elle indiqué.

(Source : Médiaguinée)



BILLET RETOUR A LA MAISON CENTRALE

Drôle de « cavale » pour le capitaine Dadis Camara



Dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 Octobre 2023, des inconnus ont attaqué la Maison Centrale de Conakry, maîtrisé le personnel de garde avant de permettre à des accusés clés du procès dit du massacre du 28 septembre 2009 de se faire la malle.

Le fantasme capitaine Moussa Dadis Camara, les colonels Claude Pivi, Moussa Tiegboro Camara et Blaise Gomou, ont tous filé à l'anglaise appuyés par des personnes en tenues militaires, lourdement armés.

La scène n'aurait pas pris les allures d'une tragi-comédie si quelques heures à peine que l'ex chef de la junte de 2008 a poussé le portail de la Maison Centrale, il y retournait en hurlant au « kidnapping ». En tout cas, son avocat fait tout pour convaincre l'opinion que le principal animateur des « Dadis show » est victime d'une cabale montée par des plaisantins trop inspirés.

S'il fallait se contenter des versions à géométrie variable fournies par Dadis et son entourage dans le procès lui-même, on aura bien entendu du mal à le croire.

La chose est d'autant plus rocambolesque que ses

« complices » de cavale, sont ceux là mêmes dont les dépositions au tribunal criminel chargé de juger les crimes (157 morts au moins), les viols (une centaine de femmes) et les graves exactions commis en 2009 au grand stade Conakry, sont les plus raillées par la plupart des gens qui suivent le fameux procès.

On imagine mal des margoulines coordonner une opération aussi complexe contre le gré des principaux bénéficiaires, prenant même le risque de se faire tracter en affrontant des gardes aguerris disposant de pickups surmontés de mitrailleuses 12/7.

La ficelle (celle de justification des avocats de Dadis et Tiegboro) semble bien entendu trop grosse pour convaincre le plus sot d'entre nous.

Une tentative d'évasion, même dans une prison de village, comporte des risques qu'on ne saurait prendre sans certaines certitudes. Peut-être faudrait-il nous pincer pour croire que Dadis est la pauvre victime de vulgaires kidnappeurs. On pourrait même dire que ce n'est pas une histoire africaine, c'est... une balade guinéenne !

Oumar Camara

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FIN DE L'IMPUNITÉ

Ibrahima Sory Traoré réitère l'importance de la liberté de la presse

Dans le monde, le 2 novembre est une date gravée dans le calendrier en tant que Journée Internationale de la Fin de l'Impunité pour les Crimes Commis contre les Journalistes. Une journée dédiée à rappeler la dure réalité qui pèse sur les épaules de ces hommes et femmes de médias qui, trop souvent, risquent leur vie pour apporter la vérité au grand public. En Guinée, bien que la violence contre les journalistes n'ait pas atteint des extrêmes alarmants, il y a eu des moments sombres qui continuent à hanter la profession.

En février 2016, aux abords du siège d'un parti politique, Mohamed Koula Diallo, l'un de nos confrères, a été tragiquement tué. L'impunité persiste, le responsable demeure inconnu malgré un procès. Un autre journaliste, Cherif, a disparu sans laisser de traces. Ces événements rappellent l'importance cruciale de la protection des journalistes et de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre eux.

À l'occasion de cette journée, Ibrahima Sory Traoré, directeur général de N'Dimba, a exprimé des réflexions pertinentes lors d'une interview accordée à un groupe de journalistes, dont notre reporter. Il s'est efforcé de comprendre les raisons pour lesquelles les journalistes sont souvent victimes de brutalités.

Pour M. Traoré, tout comme d'autres professions qui exercent leurs activités sans être perturbées, le journalisme devrait bénéficier de la même tranquillité. Il a déclaré : « Il est essentiel que tout le monde comprenne que le journaliste est une personne qui exerce son métier. Par conséquent, si vous n'interférez pas avec le mécanicien qui répare les voitures au coin de la rue ou le médecin qui soigne les patients, pourquoi gêner un journaliste ? Je comprends que les journalistes sont souvent traqués car ils révèlent des informations que les gouvernants aimeraient garder secrètes, mais en réalité, cela ne devrait pas être le cas. Vous ne pouvez pas parler de démocratie sans évoquer la



presse, et vous ne pouvez pas évoquer la presse sans évoquer les journalistes. Ce sont eux qui créent la presse. Je pense qu'il est impératif de laisser les journalistes faire leur travail correctement. »

M. Traoré a également souligné qu'en cas de fautes professionnelles de la part des journalistes, il existe des voies pour les ramener sur la bonne voie. Il a précisé : « Si les journalistes commettent des erreurs en exerçant leur métier, il est vrai qu'ils peuvent faire des bévues, mais il existe des mécanismes pour les guider vers la correction, sans pour autant entraver leur travail. Nous ne devons pas porter préjudice aux journalistes ni les harceler. La démocratie

repose sur la liberté d'expression, y compris la liberté de la presse. On ne peut prétendre promouvoir la démocratie si l'on entrave le travail des journalistes. »

Ibrahima Sory Traoré a ainsi rappelé l'importance fondamentale de la liberté de la presse et la nécessité de protéger ceux qui la défendent, tout en mettant en avant le rôle crucial des journalistes dans la préservation de la démocratie et de la vérité. Cette Journée Internationale de la Fin de l'Impunité est un rappel de la responsabilité collective de garantir un environnement sûr pour les journalistes, où la vérité peut s'épanouir sans crainte de représailles.

Souleymane Bah

EVASION A LA MAISON CENTRALE

Les colonels Claude Pivi, Blaise Gomou et Moussa Tiegboro Camara radiés de l'armée!

Les colonels Moussa Thiegboro Camara, Claude Pivi, Blaise Goumou ont été radiés ce dimanche 05 novembre 2023 des effectifs des forces armées guinéennes « pour inconduite », a annoncé un décret signé du chef de la junte militaire actuellement au pouvoir en Guinée, le colonel Mamadi Doumbouya.



Ledit décret est publié quelques heures après l'évasion spectaculaire des 3 officiers supérieurs de la Maison centrale de Conakry.

Le capitaine Moussa Dadis Camara (Ndlr : qui a annoncé sa démission de l'armée il y a plusieurs mois), ex chef de la junte militaire de 2008, faisait partie des prisonniers en fuite mais il a été rattrapé sain et sauf.

Tous les 4 officiers supérieurs sont accusés

dans le dossier des massacres, viols et autres exactions graves commis le 28 septembre 2009 au grand stade de Dixinn.

Si Dadis, Tiegboro et Gomou ont été retrouvés et ramenés en prison, le colonel Pivi est toujours en cavale.

Dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 novembre 2023, un commando « lourdement armé » apparemment dirigé par

Verny Pivi, militaire radié de l'armée pour banditisme et fils du colonel Claude Pivi, a réussi à tenir au respect les militaires policiers et gendarmes qui surveillaient la Maison d'arrêt centrale de Conakry, s'introduire dans l'enceinte et favoriser la fuite des 4 officiers. Les avocats de Dadis et Tiegboro affirment que leurs clients auraient été « enlevés » mais cette version est raillée par nombre d'observateurs.

Alpha Amadou Diallo

GUINEE

Communiqué du chef d'état-major Général des armées

Chers compatriotes,

Compagnons d'armes des Forces de Défense et de Sécurité,

Dans la nuit du vendredi 03 au samedi 04 novembre 2023, des individus armés ont semé le trouble à l'ordre public en prenant pour cible la maison centrale de Conakry et ont fait évader certains détenus liés aux événements douloureux du 28 septembre 2009.

Ces hors la loi ont fait face à une résistance farouche des Forces de Défense et de sécurité qui, grâce à leur action, ont réussi à stopper leur progression et à les contraindre à la fuite.

Grâce à la détermination des Forces de Défense et de Sécurité, la situation a été rapidement maîtrisée et ramenée à la normale.

À l'heure actuelle, les Forces de Défense et de sécurité ont mis la main sur certains d'entre eux et la



traque des autres se poursuit.

Dans leur action solitaire, les fugitifs ont abandonné du matériel et des moyens roulants que les Forces de Défense et de sécurité ont récupérés. Cependant, ils pourraient se livrer à des actes de vandalisme sur les pauvres populations.

Cette attaque lâche vise à saboter les importantes réformes entreprises par le Chef de l'Etat, Son Excellence le Colonel Mamadi DOUMBOUYA dans le cadre de la refondation de notre Etat et dont les résultats sont déjà visibles sur le terrain à la satisfaction du peuple souverain de Guinée.

Nous, Forces de Défense et de sécurité, réaffirmons notre engagement indéfectible envers ces réformes qui sont cruciales pour le progrès et la stabilité de notre nation.

Nous invitons les populations au calme et à la vigilance. Nous les exhortons de continuer à faire confiance à leur armée républicaine.

La paix, la sécurité et le progrès de la Guinée demeurent la priorité du CNRD et de son Président. Aucune tentative de déstabilisation n'arrêtera la marche de la refondation.

Que Dieu bénisse la Guinée et les guinéens.

Je vous remercie.

Conakry, le 4 novembre 2023
Le Chef d'Etat-major Général des Armées
Général de Division
Ibrahima Sory BANGOURA

Amadou Tidiane Diallo

EVASION MAISON CENTRALE

Le gouvernement doute de la version de « l'enlèvement »...

Le porte-parole du gouvernement guinéen, Ousmane Gaoual Diallo, a accordé ce dimanche 5 novembre 2023 une interview à France 24, où il indique clairement qu'il y a des doutes sur la version de « l'enlèvement » que les avocats du capitaine Moussa Dadis Camara et du colonel Moussa Tiegboro Camara agitent depuis que leurs clients ont été ramenés en prison.

« On ne va pas commencer les polémiques avec les avocats des accusés. Ce qui est clair, c'est qu'ils ont un lien avec la personne qui a dirigé le commando qui est venu.

Parce que c'est le fils d'un des accusés, le fils en l'occurrence du colonel Claude Pivi qui a dirigé les opérations, qui lui-même est un militaire. Alors, c'est difficile d'expliquer qu'ils ont été enlevés. De toutes les façons, les enquêtes permettront de situer les responsabilités. Ce qui est clair, c'est qu'ils n'étaient pas les seuls accusés dans ce procès qui se trouvaient dans cette Maison centrale. Pourquoi ce sont les quatre personnes liées dans l'accusation qui sont parties ? Ce sont les enquêtes qui



permettront d'établir les faits. Ce qui est clair, c'est que ces personnes ont bénéficié de l'appui de certaines complicités qui vont être situées », a souligné Gaoual.

« Certains d'entre eux ont été retrouvés à 26 kilomètres de la prison et d'autres à 17 kilomètres de la prison. Ils se sont déplacés sur motos,

deux personnes (sur une moto). Est-ce qu'on peut enlever quelqu'un et l'emmener à moto ? C'est difficile sans la volonté de la personne qui part. De toutes les façons, comme je l'ai dit tantôt, il faut attendre les enquêtes, et le ministère de la Justice s'active pour cela », martèle-t-il.

TENTATIVE D'ÉVASION OU ENLÈVEMENT ?

Le spectre du massacre de septembre 2009 hante la Guinée

Un incident dramatique est survenu dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 novembre 2023 à Conakry, la capitale guinéenne. Des commandos armés ont pénétré de manière spectaculaire dans la Maison Centrale, arrachant de leur détention plusieurs accusés impliqués dans le procès du massacre du 28 septembre 2009.



Parmi les individus emmenés de force, des noms éminents du pouvoir de l'époque : Moussa Dadis Camara, ancien président et chef de la junte au pouvoir en 2009, Claude Pivi, ministre de la sécurité présidentielle à l'époque, Moussa Thiébororo Camara, secrétaire d'État en charge de la lutte contre le grand banditisme et Blaise Gomou, proche collaborateur de Moussa Thiébororo Camara.

Les circonstances exactes de cet événement sont sujettes à des interprétations divergentes. Alors que certains évoquent une tentative d'évasion, d'autres parlent plutôt d'un enlèvement pur et simple de ces accusés, plongeant ainsi le pays dans une atmosphère de tension et d'incertitude.

Des organisations de défense des droits de l'Homme telles que la Fédération Internationale pour les Droits de l'Homme (FIDH), l'Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen (OGDH) et l'Association des Victimes, Parents et Amis du 28 Septembre 2009 (AVIPA) expriment une vive préoccupation face à ces événements. Elles condamnent fermement ces actes et pressent les

autorités guinéennes à faire toute la lumière sur cette situation préoccupante. Ces organisations appellent également à garantir la sécurité non seulement des populations civiles en général, mais surtout des acteurs impliqués dans le procès du massacre de septembre 2009, en particulier les victimes.

Dans une allocution télévisée, le général Ibrahima Sory Bangoura, chef d'état-major général des armées, a confirmé que des individus armés ont perturbé l'ordre public en ciblant la Maison Centrale de Conakry pour libérer les détenus liés aux événements du 28 septembre 2009. Il a rassuré la population en indiquant que les forces de sécurité ont rapidement stoppé cette tentative et ramené la situation à la normale.

Au cours de la journée, un second communiqué de l'État-major général des armées a annoncé que la fuite du capitaine Moussa Dadis Camara, du colonel Moussa Tiegboro Camara et du colonel Blaise Gomou avait été interrompue par les forces de défense et de sécurité. Cependant, le colonel Claude Pivi reste pour l'heure en fuite, suscitant des inquiétudes quant à sa localisation et à

sa capture.

Les autorités guinéennes, par le biais du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, ont assuré que les trois premiers accusés ont été reconduits à la Maison Centrale de Conakry, placés sous une haute surveillance. De plus, une cellule de crise a été mise en place pour gérer cette situation critique, affirmant que la justice demeure un pilier fondamental de la reconstruction de l'État.

Les différentes organisations parties civiles impliquées dans le procès du massacre de septembre 2009 ont vivement réagi à cet événement. Me Alpha Amadou DS Bah, vice-président de l'OGDH et coordinateur du collectif d'avocats des victimes, a souligné la nécessité pour les autorités guinéennes de garantir l'intégrité du processus judiciaire en

cours.

En réaction à cette situation, Yamoussa Conté, Procureur général près de la Cour d'appel de Conakry, a ordonné des enquêtes approfondies sur les faits d'évasion et sur d'éventuelles détentions illégales d'armes de guerre, d'association de malfaiteurs et de complicités, visant les accusés échappés ainsi que toute personne impliquée.

Ces événements interviennent dans un contexte où le procès sur le massacre de septembre 2009 suit son cours. Ce procès, entamé en septembre 2022, a entendu 11 accusés et 106 parties civiles. Il doit reprendre prochainement avec l'audition de témoins. Récemment, une ordonnance de non-lieu partiel a été émise concernant six nouveaux accusés, marquant un pas supplémentaire vers la manifestation de la vérité et le soutien aux victimes dans leur quête de justice.

Asmaou Diallo,

Algassimou L Diallo

JUSTICE

Dadis et Blaise Gomou retrouvés et ramenés à la Maison centrale

La chasse à l'homme a fait long feu pour les prisonniers qui sont évadés après l'assaut donné contre la Maison Centrale de Conakry par un groupe d'inconnus lourdement armés le samedi, 04 novembre 2023.

Selon un haut responsable militaire, le colonel Moussa Tiegboro Camara a été le premier à être arrêté, suivi du capitaine Moussa Dadis Camara et du colonel Blaise Gomou. Tous les trois hommes ont retrouvé leurs



quartiers à la prison de Conakry.

En revanche, jusqu'en fin d'après midi du samedi, le colonel Claude Pivi, était toujours introuvable.

Dans les échanges de coups de feu, au moins un mort et des blessés ont été dénombrés, selon des sources médicales.

Alpha Amadou Diallo

JUSTICE

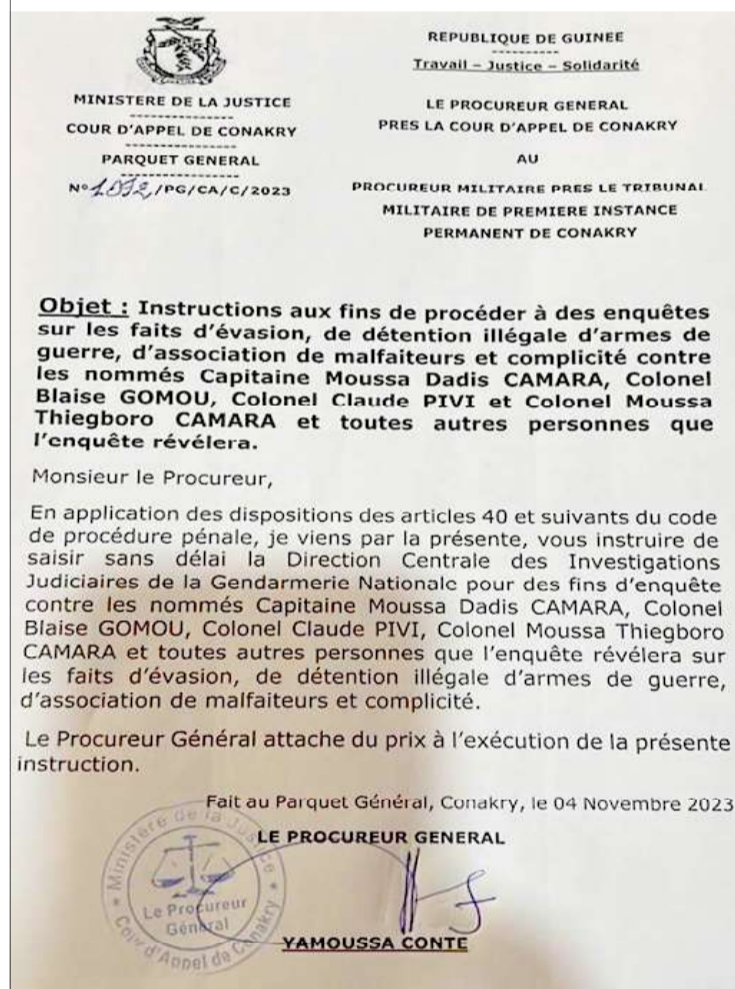
Le dossier de Dadis, Pivi, Tiegboro et Gomou va se corser avec de nouvelles accusations

Le procureur du Tribunal de première instance de Dixinn a été saisi du dossier concernant l'évasion spectaculaire de 4 détenus de la Maison Centrale de Conakry dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 Novembre 2023.

En plus des nouveaux faits d'évasion, association de malfaiteurs, détention d'armes de guerre et complicité, le capitaine Moussa Dadis Camara et les colonels Moussa Tiegboro Camara, Blaise Gomou et Claude Pivi, vont continuer à répondre des accusations portées contre eux dans l'affaire des massacres, viols et autres exactions commis le 28 septembre 2009.

Voir document en bas

Alpha Amadou Diallo



CHASSE AUX FUGITIFS

Le parquet général de Conakry lance une offensive judiciaire implacable contre Dadis et ses associés pour actes graves

La course s'est accélérée suite à l'évasion spectaculaire de quatre détenus de haut rang à la maison centrale de Conakry. En réaction à la déclaration du Ministre de la Justice et de l'Etat-Major de l'armée, le parquet général de la Cour d'Appel de Conakry a réagi promptement face à cet acte perpétré par des officiers supérieurs de l'armée, principaux suspects des événements tragiques du stade du 28 septembre 2009, marqués par l'assassinat de plus de 150 civils, selon les organisations de défense des droits de l'homme et une enquête de l'ONU.

Sous la direction de Yamoussa Conté, Procureur général près la Cour d'Appel de Conakry, le parquet général a immédiatement entamé des poursuites judiciaires pour évasion, détention illégale d'armes de guerre, association de malfaiteurs et complicité. Les principaux suspects visés par ces actions judiciaires sont le Capitaine Moussa Dadis CAMARA, le Colonel Blaise GOMOU, le Colonel Claude PIVI et le Colonel Moussa Thiegboro CAMARA, ainsi que toute autre personne impliquée révélée par l'enquête en cours.



Le communiqué, parvenu à notre rédaction, révèle la teneur des directives émises par le Procureur général, qui a enjoint, selon les dispositions des articles 40 et suivants du code de procédure pénale, la saisie immédiate de la Direction Centrale des Investigations Judiciaires de la Gendarmerie Nationale. Cette action vise à enquêter sur les faits d'évasion, de détention illégale d'armes de guerre, d'association de malfaiteurs et de complicité impliquant les individus mentionnés et d'autres susceptibles d'être identifiés

au cours des investigations.

Le Procureur Général attache une importance particulière à l'exécution immédiate de ces directives.

Le parquet général de la Cour d'Appel de Conakry a ainsi enclenché une action judiciaire ferme et déterminée, plaçant au cœur de ses préoccupations la poursuite et l'établissement de la responsabilité des personnes impliquées dans ces actes graves, suite à l'évasion des détenus haut placés.

Souleymane Bah

ÉVASION À LA MAISON CENTRALE

Le SPPG reporte sa marche prévue à Kaloum (communiqué)

Au cours d'une réunion d'urgence tenue en ligne ce samedi matin 4 novembre 2023, le bureau national du SPPG a analysé la situation sécuritaire qui prévaut à Conakry depuis 4h45, particulièrement à Kaloum et environs.

À la suite donc de cette réunion suivie de concertations avec nos antennes régionales, les

associations affiliées au SPPG et organisations partenaires, le syndicat des professionnels de la presse de Guinée a décidé :

1-De reporter la conférence de presse des dernières consignes qui était initialement prévue ce samedi à 14, à la maison de la presse;

2-De reporter sa marche pacifique initialement prévue

ce lundi 6 novembre 2023, à Kaloum en attendant d'observer l'évolution de la situation provoquée par l'opération militaire menée tôt ce samedi à la maison centrale de Conakry ;

3-De reporter également les marches pacifiques de l'intérieur du pays ce, après concertations avec les antennes régionales du SPPG.



Le SPPG demande à l'ensemble des professionnels de l'information de rester à l'écoute du bureau national

quant à la conduite à tenir dans les jours à venir.

Conakry, le 4 novembre 2023

Le Bureau National

L'INSÉCURITÉ FRAPPE LABÉ

Des voleurs s'enfuient avec 17 millions de francs dans un braquage effronté

Les faits se sont déroulés aux premières heures du samedi 4 novembre 2023, vers 3 heures du matin, au sein du quartier Tata1, faisant partie de la commune urbaine de Labé.



Mamoudou Diallo, malheureuse victime de cet événement poignant, a raconté l'épreuve qu'il a endurée lors de cet assaut

audacieux. « Vers 3 heures du matin, les criminels sont descendus dans nos environs, ciblant le conteneur d'expédition. Ils ont pris la fuite avec une cache de provisions essentielles, notamment des produits d'épicerie, de la mayonnaise, du beurre et un assortiment d'autres marchandises. Ils ont pillé tout mon inventaire, la valeur estimée dont plus de 17 millions de francs guinéens, selon mes calculs. Pour tenter d'accéder, ils ont forcé les deux

portes du conteneur », a-t-il déploré. Diallo a ensuite imploré les autorités compétentes d'assurer la sécurité de leurs propriétés. « C'est un plaidoyer pour attirer l'attention de tous, notamment des autorités, pour renforcer la sécurité et sauvegarder le bien-être de notre communauté », a lancé avec ferveur Mamoudou Diallo. Malgré l'installation d'une brigade anti criminalité BAC 19 dans la commune urbaine de Labé, l'insécurité continue de plus belle dans la commune urbaine.

Saliou Keita

GUINÉE

Les autorités réfutent la thèse de l'enlèvement des prisonniers impliqués dans l'affaire Dadis et Cie

En dépit des allégations avancées par les avocats du capitaine Moussa Dadis Camara et des trois autres détenus, exfiltrés de la Maison centrale de Conakry, le gouvernement guinéen rejette catégoriquement la thèse d'un enlèvement. Avant même la conclusion des enquêtes en cours, le porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, a contredit fermement les affirmations des avocats, arguant que leurs clients ont été forcés à quitter la prison. S'exprimant ce dimanche 5 novembre sur France24, il a remis en question l'argument des avocats, affirmant que le commando ayant perpétré l'attaque à la prison pour faire évader les quatre détenus était dirigé par le fils d'un des accusés, le colonel Claude Pivi.

Gaoual Diallo a souligné : « On ne va pas commencer les polémiques avec les avocats des accusés. Ce qui est clair, c'est qu'ils ont un lien avec la personne qui a dirigé le commando qui est venu. Parce que c'est le fils d'un des

accusés, le fils en l'occurrence du colonel Claude Pivi qui a dirigé les opérations, qui lui-même est un militaire. Alors, c'est difficile d'expliquer qu'ils ont été enlevés. »

Le ministre a indiqué que les enquêtes en cours permettront de déterminer les responsabilités, arguant que ces individus n'étaient pas les seuls accusés présents dans la Maison centrale. Il a évoqué : « Ce qui est clair, c'est qu'ils n'étaient pas les seuls accusés dans ce procès qui se trouvaient dans cette Maison centrale. Pourquoi ce sont les quatre personnes liées dans l'accusation qui sont parties ? Ce sont les enquêtes qui permettront d'établir les faits. »

Une autre donnée qui renforce la conviction du gouvernement quant à une exfiltration consentie des détenus est le fait qu'ils se soient déplacés en partie à moto. Gaoual Diallo a affirmé : « Certains d'entre eux ont été retrouvés à 26 kilomètres de la prison et d'autres à 17 kilomètres de la prison. Ils se sont déplacés sur motos, deux



personnes (sur une moto). Est-ce qu'on peut enlever quelqu'un et l'emmener à moto ? C'est difficile sans la volonté de la personne qui part. »

Parmi les individus retrouvés, le capitaine Moussa Dadis Camara, ancien chef de la junte militaire ayant dirigé la Guinée entre fin 2008 et fin 2009, les colonels Moussa Tiegboro Camara et Blaise Goumou ont été reconduits à la Maison centrale de Conakry. Selon les informations les plus récentes, le colonel Claude Pivi aurait également été localisé en haute banlieue de Conakry, et des équipes seraient parties à sa recherche.

Saliou Keita

TRAGÉDIE À CONAKRY LE 4 NOVEMBRE

Le récit déchirant d'une mère face à la perte de sa fille de 6 ans, touchée par une balle

L'évasion spectaculaire de hauts responsables du Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), comprenant l'ancien Président de la transition, Moussa Dadis Camara, Claude Pivi et Blaise Goumou, tous inculpés pour leur implication présumée dans les violences survenues au stade du 28 septembre, a laissé derrière elle un drame poignant.



destination était Donka. Sur la route, mon mari a commencé à ressentir de vives douleurs. Une fois à Donka, nous nous sommes vus refuser l'entrée et avons été dirigés vers Ignace Deen. Arrivés près du pont du 8 novembre, la route était bloquée par des véhicules militaires. Nous avons dû nous

arrêter. J'ai expliqué que l'ambulance devait être autorisée à passer. Après cinq minutes d'attente, des tirs ont retenti. Un premier coup, puis un deuxième. C'est à ce moment-là que la balle a touché ma fille aînée de six ans. J'ai hurlé au chauffeur de faire demi-tour. Avant d'atteindre l'hôpital Donka, ma fille saignait du nez, de l'oreille et de la bouche. Malheureusement, elle a succombé à ses blessures. Les militaires ont tué ma fillette de six ans », a-t-elle exprimé en larmes. Elle a également ajouté que le médecin présent dans l'ambulance avait lui aussi été atteint par balle.

Cette tragédie, survenue dans un contexte déjà marqué par des événements troublants, a ému et secoué la communauté locale, soulevant des questions sur la sécurité et les actions des forces en présence.

Une fillette âgée de seulement six ans, accompagnée de ses parents et d'un médecin à bord d'une ambulance en route vers l'hôpital Ignace Deen, a été atteinte par une balle, succombant finalement à ses blessures au sein de l'établissement hospitalier.

Lors d'un témoignage poignant, la mère de la fillette a relaté les circonstances tragiques qui ont conduit à la perte de sa fille.

« C'était vers 4 heures du matin quand un enfant est venu me réveiller en annonçant que mon mari avait eu un accident. Je lui ai demandé où cela s'était passé. Il m'a assuré qu'il y avait une ambulance à proximité, nous devions nous y rendre ensemble. Allongée avec mes enfants, je les ai rapidement pris avec moi et nous avons embarqué dans la voiture. J'ai questionné mon mari sur son état, il m'a rassurée en affirmant que tout allait bien. Notre

arrêter. J'ai expliqué que l'ambulance devait être autorisée à passer. Après cinq minutes d'attente, des tirs ont retenti. Un premier coup, puis un deuxième. C'est à ce moment-là que la balle a touché ma fille aînée de six ans. J'ai hurlé au chauffeur de faire demi-tour. Avant d'atteindre l'hôpital Donka, ma fille saignait du nez, de l'oreille et de la bouche. Malheureusement, elle a succombé à ses blessures. Les militaires ont tué ma fillette de six ans », a-t-elle exprimé en larmes. Elle a également ajouté que le médecin présent dans l'ambulance avait lui aussi été atteint par balle.

Cette tragédie, survenue dans un contexte déjà marqué par des événements troublants, a ému et secoué la communauté locale, soulevant des questions sur la sécurité et les actions des forces en présence.

Oumou Koultoumie Bah et renifleur224

ATTAQUE ARMÉE À LA MAISON CENTRALE DE CONAKRY

Charles Wright souligne les lacunes sécuritaires

Dans une opération d'une audace remarquable, un commando armé a pris d'assaut la Maison Centrale de Conakry, éveillant le mystère quant à sa capacité à exfiltrer des figures de haut rang, incluant le capitaine Dadis Camara, Tiegboro Camara, Claude Pivi et Blaise Goumou, tous impliqués dans les événements du 28 septembre 2009.

Le ministre de la Justice, Alphonse Charles Wright, a réagi en pointant du doigt les possibles dysfonctionnements ayant permis aux assaillants de pénétrer les lieux et de faire évader ces détenus de haute importance. Il a tenu à saluer le courage des forces de défense et de sécurité, affirmant qu'elles demeurent une armée républicaine, toujours au service du peuple.

Charles Wright a mis en lumière les failles en matière de sécurité de la Maison Centrale de Conakry, pourtant considérée comme une « forteresse imprenable ». Il a souligné l'enceinte de sécurité multicouche entourant la prison, comprenant gendarmes, policiers et militaires. Il est perplexe face à la facilité avec laquelle ces assaillants armés ont contourné ces mesures de sécurité sans rencontrer de résistance pendant leur intrusion.

Le ministre Wright a



exprimé son espoir que les conclusions préliminaires de l'enquête mettront en lumière les lacunes de sécurité ayant mené à cette situation déconcertante. Il est perplexe quant à la facilité avec laquelle un groupe a pu accéder à ce périmètre sécurisé sans justification d'identité ni raison valable, surtout à 5 heures du matin, une heure où les visites sont interdites.

Concernant l'identité des assaillants, Charles Wright a maintenu la confidentialité de l'enquête, refusant de divulguer des détails sur les membres du commando. Il a également ordonné au procureur général d'initier une enquête concernant les accusations d'évasion, d'association de malfaiteurs et de détention illégale d'armes. « Nous sommes dans l'ignorance quant à la source de ces armes. Une enquête approfondie est nécessaire pour éclairer l'opinion publique nationale et internationale », a-t-il souligné lors d'une interview avec TV5 Monde.

Algassimou L Diallo

CONGRÈS DU SLECG

Kadiatou Bah appelle à l'unité pour le bien des enseignants guinéens

Dans un climat de tensions persistantes au sein du Syndicat Libre des Enseignants et Chercheurs de Guinée (SLECG), l'annonce d'un congrès électif est sur toutes les lèvres. Kadiatou Bah, une figure éminente de ce syndicat, en charge des négociations, a partagé ses réflexions lors d'une récente apparition à l'émission « Espace Première » du groupe Hadafo Média, le jeudi 2 novembre 2023.

Kadiatou Bah, connue pour sa détermination à défendre les droits des enseignants guinéens, souligne l'importance de la réconciliation au sein des deux branches antagonistes du SLECG. Elle rappelle que, quelles que soient les divergences actuelles, le dialogue est la voie à suivre pour parvenir à une résolution pacifique des conflits.

« Personnellement, je suis convaincue que, malgré les querelles en cours entre différentes entités, tôt ou tard, le dialogue nous réunira autour de la table. Nous partageons tous le même objectif : l'amélioration des conditions de

vie et de travail des enseignants et enseignantes de Guinée. Il est essentiel que nous mettions de côté nos différences pour atteindre cet objectif et parler d'une seule voix », a-t-elle souligné.

Elle insiste sur sa détermination à rester une syndicaliste engagée dans la cause des enseignants guinéens, tout en exhortant les membres du syndicat à se rassembler en prévision du congrès à venir. Kadiatou Bah estime que le temps est venu pour chacun de réexaminer ses positions et de regarder vers l'avenir. Elle met en garde contre la réalité changeante de la jeunesse d'aujourd'hui, rappelant que les enjeux actuels diffèrent considérablement de ceux d'il y a 10, 20 ou 30 ans.

« Moi, je suis prête à m'engager aux côtés de tous ceux qui souhaitent participer à ce congrès, si Dieu le veut. Le moment est venu pour que chacun reconsidère ses positions, et que nous avancions collectivement. Si nous n'y prêtons pas attention, nous risquons de perdre le



contact avec la jeunesse d'aujourd'hui, qui ne partage pas les mêmes perspectives que celle d'il y a quelques décennies. Il est impératif que nous nous adaptions et que nous travaillions en harmonie avec eux. Le temps presse, et nous devons avancer ensemble », conclut-elle.

L'appel de Kadiatou Bah résonne comme un appel à l'unité au sein du SLECG, alors que l'avenir du syndicat et les intérêts des enseignants guinéens sont en jeu. Le congrès électif promet d'être un tournant décisif dans cette quête d'harmonie et de progrès pour les enseignants du pays.

Souleymane Bah

ÉVASION SPECTACULAIRE À LA MAISON CENTRALE

L'avocat de Toumba félicite Verny Pivi pour son intervention



Dans un tourbillon de révélations suite à l'attaque audacieuse de la Maison Centrale de Conakry, la figure du sergent Verny Pivi, déjà condamné à 15 ans de réclusion criminelle à perpétuité et radié des rangs de l'armée en 2012 pour des charges telles que association de malfaiteurs, assassinat et vol à main armée, se trouve au cœur des spéculations en tant que cerveau présumé de l'opération.

L'événement survenu ce samedi 4 novembre a abouti à l'exfiltration du capitaine

Moussa Dadis Camara, ainsi que des colonels Tiegboro Camara, Claude Pivi et Blaise Goumou. Le porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, a affirmé : « Il est évident que ce commando était conduit par le fils de l'un des détenus, M. Claude Pivi. C'est son fils, lui-même militaire, qui aurait conduit ce commando qui a attaqué la prison centrale. »

Maitre Paul Yomba Kourouma, avocat de Toumba Diakité, ancien aide de camp du président du Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), ne se montre pas étonné par l'évasion de Dadis Camara et ses compagnons. « On avait parlé de Verny Pivi. On avait prévenu qu'il était concerné par ce qui vient d'arriver. Il y a une négligence coupable et répréhensible. »

Dans une déclaration percutante à Afrikinfo TV, l'avocat souligne : « Ce jeune homme, il faut le féliciter. Il vient au secours d'un père. Mais ça ne pouvait être que son intervention parce qu'il ne connaît personne. Il ne peut pas intervenir avec les pouvoirs et ce n'est pas négociable. »

Pour Maître Kourouma, « tout ce que l'enfant fait pour son père est bon, surtout dans ce contexte. Il n'a qu'à aller en prison pour y rejoindre son père. Il n'a qu'à passer le reste de ses jours avec son père. Il a été ressorti le caractère dangereux et de couple-là. »

L'audacieuse évasion à la Maison Centrale de Conakry continue de susciter des débats passionnés quant aux acteurs et aux motivations en jeu, tandis que les commentaires autour de l'action de Verny Pivi alimentent un dialogue public animé et controversé.

Aziz Camara

Santé... Santé... Santé...

CANCER DU POUMON

(Suite et fin)

Un vaccin qui augmente l'espérance de vie chez les patients

Quels sont les types de cancers du poumon ?

Le cancer du poumon le plus fréquent (il représente environ 85 % des cas en France), c'est le **cancer du poumon non à petites cellules** : la tumeur maligne se développe alors à la faveur de la multiplication anarchique des cellules de l'épithélium glandulaire des tissus pulmonaires (qui sont situées sur la surface extérieure du poumon) ou des cellules épithéliales des tissus pulmonaires (qui tapissent l'intérieur du poumon).

Arrive ensuite le **cancer du poumon à petites cellules** (qui représente 15 % des cas en France et que l'on appelle aussi Cancer Bronchique à Petites Cellules ou CBPC) qui se développe à partir des cellules neuroendocrines des bronches.

Cancer du poumon : quels sont les facteurs de risque ?

À savoir. Le cancer du poumon touche une majorité d'hommes «*bien que cette maladie soit en progression chez les femmes*» remarque le Pr. Nicolas Girard. L'âge au diagnostic est d'environ 67 ans pour les hommes, 65 ans pour les femmes. «*Le cancer du poumon est très exceptionnel chez l'enfant*» précise le pneumo-oncologue.

Quels sont les facteurs de risque du cancer du poumon ?

Sans surprise, «le» facteur de risque principal du cancer du poumon, **c'est le tabac**. «*Le tabagisme est impliqué dans environ 80 % des cas, et il est à l'origine de l'immense majorité des cancers du poumon à petites cellules*» souligne le Pr. Nicolas Girard.

«Chez les fumeurs, le risque de développer un cancer du poumon croît de façon exponentielle et il est acquis au fil du temps. En clair : arrêter de

fumer » bloque » la progression du risque mais ne permet pas de le faire redescendre» explique le spécialiste.

Toutefois, en France, 15 % des cancers du poumon surviennent chez des non-fumeurs : «*il existe d'autres facteurs de risque qui sont plus rares, notamment l'exposition professionnelle à certains métaux lourds, à l'amiante, à l'arsenic...*» note le Pr. Nicolas Girard.

Cancer du poumon : des symptômes ?

Malheureusement, dans la majorité des cas, le **cancer du poumon débute de façon silencieuse : il n'y a aucun symptôme**. Rarement, on peut observer l'apparition d'une toux chronique, des crachats parfois sanguinolents (hémoptysie), des difficultés à respirer (dyspnée ou essoufflement), des infections respiratoires à répétition (bronchite, pneumonie...), une perte d'appétit ou encore une perte de poids.

«Chez environ 70 % des patients, le cancer du poumon est diagnostiqué au stade métastatique, c'est-à-dire tardivement, lorsque le cancer s'est diffusé à d'autres organes que les poumons» explique le Pr. Nicolas Girard. En cas de cancer du poumon, on peut ainsi observer le développement de métastases au niveau du cerveau, du foie, des os ou encore des glandes surrénales. Ces métastases donnent des symptômes «en fonction de leur localisation» : il peut notamment être question de douleurs osseuses, de crises convulsives, de paralysies...

Cancer du poumon : vers un dépistage organisé ?

«En France, il n'y a malheureusement pas de dépistage organisé du cancer du poumon : c'est pourtant le cas en Angleterre, aux Pays-Bas, en Belgique, au Canada et



aux États-Unis» remarque le pneumo-oncologue.

«Les autorités sanitaires françaises ont tendance à adhérer à cette vieille croyance selon laquelle les patients seraient «responsables» de leur cancer du poumon parce qu'ils ont fumé : or, on sait aujourd'hui que le tabagisme est une addiction, donc une maladie.» Selon le spécialiste, ce dépistage organisé permettrait pourtant de réduire la mortalité du cancer du poumon d'environ 25 % chez l'homme et de 40 % chez la femme.

Le Pr. Nicolas Girard recommande un dépistage du cancer du poumon aux personnes à risque : «**vous êtes à risque si vous avez plus de 50 ans et que vous avez fumé pendant / vous fumez depuis plus de 25 ans.**» Ce dépistage prend la forme d'un scanner thoracique.

Cancer du poumon : comment est-il diagnostiqué ?

Le diagnostic du cancer du poumon se déroule en plusieurs étapes : outre le **scanner thoracique** («*la radiographie du poumon est inutile en cas de cancer du poumon*» souligne le Pr. Nicolas Girard), le médecin prescrira un bilan d'extension afin de savoir s'il y a des métastases : celles-ci peuvent être observées à l'aide d'un **PET-scan**, éventuellement complété d'une **IRM du cerveau**. «*Le diagnostic de cancer du poumon est confirmé à l'aide*

d'une biopsie» ajoute le spécialiste.

Cancer du poumon : quels traitements ?

Si le cancer est détecté avant le stade métastatique, **une chirurgie** peut être envisagée : «*concrètement, cela consiste à enlever la tumeur et à compléter par une chimiothérapie*» explique le spécialiste. Le risque de rechute est élevé (il est d'environ 50 % sous 5 ans) mais le taux de survie est important ; environ 60 % - 70 % à 5 ans.

«*En cas de cancer du poumon métastatique, le test génétique est absolument essentiel*» affirme le Pr. Nicolas Girard. L'objectif est de savoir s'il y a une anomalie ciblable dans les gènes de la tumeur cancéreuse : «*si le test génétique met en évidence une anomalie ciblable, on va pouvoir recourir à un traitement ciblé qui va éteindre les effets de la mutation génétique. Si aucune anomalie particulière n'est mise en lumière, la prise en charge consiste en une immunothérapie qui va réactiver les défenses immunitaires du patient contre le cancer. Cette immunothérapie peut être complétée d'une chimiothérapie.*»

Attention ! «Lorsqu'il y a une anomalie ciblable, l'immunothérapie est inefficace : c'est tout l'enjeu du test génétique ! Le problème, c'est qu'il faut rechercher les anomalies génétiques pour les

identifier. À l'heure actuelle, les autorités sanitaires recommandent la recherche d'au moins 4 anomalies sur la dizaine d'anomalies les plus fréquentes. Ainsi, encore trop de patients sont traités par immunothérapie alors qu'un traitement ciblé aurait pu être possible.»

[Mise à jour, 12 avril 2022] Pour la première fois, une étude internationale de phase 3 (CheckMate-816) menée chez 358 patients atteints de cancer du poumon de type «non à petites cellules» non métastatique, montre des bénéfices d'une **combinaison** d'immunothérapies avec une chimiothérapie, administrée avant la chirurgie. Approuvé en mars 2022 aux États-Unis par la FDA, ce nouveau traitement améliore significativement la survie et **réduit de près de 40% le risque de récurrence et de décès**. En savoir plus sur cette avancée majeure contre le cancer du poumon.

Cancer du poumon : quelle est l'espérance de vie ?

Bonne nouvelle, la **mortalité à deux ans a diminué en France**, passant de 79 % en 2000 à 74 % en 2010, puis à 52 % en 2020, selon des résultats, non encore consolidés (étude KBP-2020-CPHG), présentée dimanche 29 janvier 2023, à l'occasion du Congrès de pneumologie de langue française à Marseille. La survie à un an est passée de 40 % en 2000 à 55 % en 2020.

Le taux de **survie des patients atteints d'un cancer du poumon** dépend du stade de la maladie. «Il est d'environ **30 %** si le cancer est métastatique et traité par immunothérapie ; il est un peu **plus élevé en cas de traitement ciblé**» répond le pneumo-oncologue.

Merci au Pr. Nicolas Girard, pneumo-oncologue à la tête de l'Institut du Thorax Curie - Montsouris.

PEER DE JONG

La stratégie de l'armée israélienne «est de détruire définitivement le Hamas» (Suite et fin)



On voit bien que depuis quelques jours, il y a une agitation du « monde musulman » qui vise à exercer la pression non pas seulement sur Israël mais sur l'ensemble de ses soutiens, États-Unis et Europe inclus. Donc on voit que le problème, c'est qu'il y a une espèce de contradiction entre l'obligation et la nécessité d'avoir une guerre la plus courte possible, et le réalisme qui fait que cette guerre sera longue, comme le Premier ministre israélien a pu l'annoncer.

On a vu hier des manifestations massives un peu partout, notamment à New York, Londres, Istanbul. Israël a rejeté, vendredi une résolution votée pourtant par 120 pays, une écrasante majorité à l'Assemblée générale des Nations unies pour demander une trêve humanitaire. Est-ce que l'État hébreu fait le choix d'ignorer, pour l'instant, la communauté internationale ?

Je pense qu'ils n'ont pas le choix au vu de la problématique des otages qui est une problématique tellement lourde, tellement difficile à gérer. Ils ont fait un choix, comme on dit dans les armées romaines, ils se sont mis en hérisson. Aujourd'hui, l'objectif c'est de se restructurer et se défendre.

Rappelons-nous qu'Israël est un tout petit pays. La distance qu'il y a entre Gaza et Ramallah, c'est en gros 80 kilomètres ; la bande de Gaza, c'est 40 sur 10 ; donc il n'y a pas de profondeur stratégique, ce qui veut dire qu'aujourd'hui, Israël se bat pour sa survie. Et concernant toutes les préconisations qui peuvent venir des Nations unies - elles-mêmes complètement dénaturées depuis la guerre en

Ukraine - on voit bien que le système onusien est totalement défaillant. Donc aujourd'hui, ils sont sur un modèle plutôt autonome, on verra plus tard comment la diplomatie rétablira les relations d'Israël avec les Nations unies.

Il y a la question du soutien américain : Washington ne veut pas mettre de ligne rouge à Israël mais dans les faits, jusqu'où l'État hébreu peut-il aller tout en conservant ce soutien américain, indispensable on l'imagine ?

Encore une fois, ce sont les pertes civiles et les opinions publiques mondiales qui vont déterminer l'aide potentielle ou non des États-Unis ; c'est ça le cœur du problème. Je pense qu'il n'y a pas de limites. Les Américains n'ont pas mis de limites, parce que je pense que tout le monde a un intérêt. On voit bien d'ailleurs que la mise en place de ce groupement naval en Méditerranée, est un énorme gourdin, un énorme *big stick* comme on dit, est prêt à intervenir, soit sur le Hezbollah, soit sur l'Iran. On voit d'ailleurs bien que l'Iran fait le service minimum.

Le seul pays qui est extrêmement proactif pour le moment, c'est la Turquie, depuis hier, qui manifeste une sorte d'agression verbale vis-à-vis d'Israël qui est extrêmement forte. Mais pour les autres, personne ne bouge, parce que le *big stick* américain est là. Après, jusqu'où ça ira, on verra. Je pense que ce sont les pertes dans les populations civiles qui détermineront cette transformation des opinions publiques et la réaction par rapport à cette opération militaire israélienne.

Rfi

Plus de 200 morts dans des frappes israéliennes nocturnes, selon le Hamas

De violents combats font rage dans le nord de la bande de Gaza, que l'armée israélienne a affirmé avoir coupée en deux, refusant de céder aux appels de plus en plus pressants à une trêve humanitaire et en pleine tournée régionale du secrétaire d'État américain Antony Blinken axée sur l'aide humanitaire. Ces bombardements touchent durement les civils, y compris dans le sud du territoire. Quelque 2,4 millions de Palestiniens sont soumis à un siège qui les prive d'eau, de nourriture et d'électricité depuis le 9 octobre.



Le bilan des victimes françaises tuées dans les attaques du Hamas le 7 octobre s'est de nouveau alourdi avec désormais 40 morts recensés et huit disparus, dont des otages, a annoncé la Première ministre française Elisabeth Borne. « Ce matin, (le bilan) est de 40 morts et huit disparus » parmi lesquels « il y a évidemment des otages », a affirmé la cheffe du gouvernement sur la radio France Inter. Un précédent bilan faisait état de 39 morts et 9 otages ou portés disparus.

7h30 : Le ministère de la Santé du Hamas annonce plus de 200 morts dans des frappes israéliennes nocturnes. Le ministère de la Santé du Hamas à Gaza a annoncé ce lundi qu'au moins 200 personnes avaient été tuées dans les intenses bombardements israéliens menés dans la nuit dans la bande de Gaza. « Plus de 200

martyrs dans les massacres de la nuit », a indiqué le ministère dans un message aux médias, précisant que ce bilan couvrait seulement Gaza-ville et la partie nord de la bande de Gaza.

7h15 : Les États-Unis « encouragent » Israël à « tuer », selon le président iranien. Le président iranien Ebrahim Raïssi accuse les États-Unis d'« encourager » Israël à « tuer et à perpétrer des actes cruels » contre les Palestiniens dans la bande de Gaza. Recevant le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani à Téhéran, M. Raïssi a une nouvelle fois réclamé un « cessez-le-feu immédiat » à Gaza. Avec M. Soudani, « nous pensons que les bombardements doivent cesser dès que possible, qu'un cessez-le-feu doit être décrété immédiatement et que l'aide soit apportée au peuple opprimé et fier de

Gaza », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. « Ces crimes horribles et contre l'humanité sont un génocide, qui est mené par le régime sioniste avec le soutien des États-Unis et de certains pays européens », a dénoncé M. Raïssi. « L'aide américaine au régime sioniste l'encourage à tuer et à perpétrer des actes cruels contre le peuple palestinien. L'affirmation par les Américains qu'ils cherchent à aider Gaza est une fausse promesse, qui n'est pas compatible avec leurs actes », a-t-il ajouté.

La rencontre entre MM. Raïssi et Soudani, qui n'avait pas été annoncée en avance, intervient au lendemain d'une visite surprise à Bagdad du chef de la diplomatie américaine Antony Blinken, en tournée au Proche-Orient.

(A suivre)

Rfi

FOOTBALL

Le Real Madrid est très inquiet!

Après leur match nul face au Rayo Vallecano à la maison (0-0), les hommes de Carlo Ancelotti se font tacler dans les médias locaux.

Le Real Madrid n'est plus leader de la Liga. La Casa Blanca a laissé le trône à Girona, désormais premier en solitaire. Pourtant, dimanche soir, les Merengues avaient un match plutôt abordable, à la maison et face au Rayo Vallecano, équipe installée en première partie de tableau certes, mais loin du niveau de son voisin sur le papier. Et pourtant, les troupes de Carlo Ancelotti ont dû se contenter d'un match nul 0-0, au terme d'un duel qu'ils ont certes dominé, mais où ils ont été trop impuissants dans le dernier geste.

Et ça inquiète clairement les Madrilènes. Pas Ancelotti ceci dit. « Je ne suis pas inquiet. On a fait des centres, de bonnes passes. On a essayé de toutes les manières possibles.

On a essayé jusqu'à la fin. On est mécontent du résultat, mais pas du match, on méritait de gagner », confiait l'Italien après ce petit derby madrilène.

Les médias eux sont bien plus tranchants, et estiment que ce Real Madrid n'a que trop peu de solutions offensives. Il est trop dépendant de Bellingham, et quand l'Anglais ne fait pas de différence, personne n'y parvient.

Les deux Brésiliens dans le viseur

Un constat qui peut sembler sévère, surtout quand on sait qu'il y a un joueur comme Vinicius Junior devant. Mais pour le quotidien AS, Bellingham est tout

seul. Le journal met notamment en avant certaines statistiques pour épauler ses propos.

D'un point de vue collectif déjà : le Real Madrid a marqué moins de buts que le Barça, que Girona et que l'Atlético qui compte un match de moins. 23 au total. Et surtout, Vinicius Junior et Rodrygo apportent environ la moitié de ce qu'ils ont apporté à cette hauteur de la saison dernière d'un point de vue statistique.

Vinicius compte par exemple 3 buts et 2 passes décisives, quand il affichait 5 buts et 4 passes décisives à cette même période de la saison l'an dernier. Pour Rodrygo, c'est encore pire : 2 buts et 1 passe décisive, contre 5 buts et 5 passes décisives début novembre 2022.

De même pour Joselu, qui a certes inscrit cinq buts sans être titulaire, mais Benzema avait déjà fait trembler les filets à sept reprises l'an dernier. Bellingham a inscrit 13 buts cette saison, soit 44,8% du total de réalisations de son équipe. Une donnée inquiétante donc, alors que Marca précise que le Real Madrid n'a pas réussi à remporter 3 des 5 matchs pendant lesquels l'ancien du Borussia Dortmund n'a pas marqué.

Qui pour régler ce problème ? Pour les Madrilènes, il n'y a pas beaucoup de doutes : Kylian Mbappé et/ou Erling Haaland...

Footmercato.com

LES COULISSES DES TRANSFERTS

Le plan secret du Real Madrid si Mbappé échappe, l'envolée du prix de Warren Zaïre - Emery et la décision majeure de l'Atlético de Madrid

Le Real Madrid a déjà trouvé une solution de secours s'il n'arrive pas à recruter Kylian Mbappé, le prix de Warren Zaïre-Emery s'envole, l'Atlético de Madrid a pris une grande décision pour son futur, retrouvez dans votre revue de presse Foot Mercato les dernières informations de la presse sportive.

Le remplaçant de Mbappé au Real

Il faudra faire une offre inimaginable pour pouvoir déloger le milieu français du PSG. C'est un peu ce qui est attendu par le Real Madrid en cas de départ de Kylian Mbappé. Le club de la capitale française a toujours pour ambition de prolonger le numéro 7 avant juin prochain pour l'empêcher de rejoindre le Real. Si ce scénario se réalise, le Casa Blanca ne le recrutera pas et privilégiera un plan B comme nous le rapporte ESPN. Jamal Musiala aurait tapé dans l'œil de Florentino Pérez. Le président madrilène sait que c'est un grand ami de Jude Bellingham et il souhaite mettre sa star du moment au cœur du projet du Real pour le futur, surtout si Mbappé ne vient pas. Ça ne va pas être simple sur ce dossier aussi, Pep Guardiola veut l'attirer à Manchester City et le Bayern va

lui proposer une prolongation de contrat tout en triplant son salaire.

Le PSG peut se frotter les mains pour son crack Warren Zaïre-Emery

Une nouvelle fois décisif lors de la large victoire (3-0) du Paris Saint-Germain face au Montpellier HSC, Warren Zaïre-Emery poursuit son rêve éveillé en ce début de saison. Une excellente nouvelle pour le milieu de terrain parisien à quelques jours de la liste des Bleus de Didier Deschamps. Le crack de 17 ans pourrait d'ailleurs être la grosse surprise du rassemblement du mois de novembre. Du côté de L'Equipe, le jeune français est mis en avant. Nos confrères estiment que le jeune parisien a tout d'un joueur à forte valeur marchande. Après analyse, il est clair qu'il faudra faire une offre inimaginable pour pouvoir déloger le milieu français du PSG. Même si c'est le cas,

difficile de voir le club parisien se séparer de sa pépite. Pour rappel, WZE est sous contrat jusqu'en 2025. L'objectif est de le prolonger le plus rapidement possible.

Simeone ne partira jamais

Sur sa Une ce lundi, Marca ne traite pas que du match nul du Real, on peut voir dans un encadré plus haut que c'est bouclé, Diego Simeone va de nouveau prolonger avec l'Atlético de Madrid. D'après le quotidien, le manager argentin a choisi de rester avec les Colchoneros trois saisons de plus, soit jusqu'en 2027. L'Atletico devrait officialiser la nouvelle dans les prochains jours. C'est le sixième renouvellement du contrat de Simeone depuis son arrivée à l'Atlético en 2011. Par contre, cette fois, l'entraîneur a accepté de réduire considérablement son salaire pour s'adapter à la situation financière du club.

Footmercato.com

VINICIUS JR, LE MAÎTRE DU REAL MADRID

Quand l'ailier devient l'agent secret du recrutement



Voir les joueurs échanger sur les réseaux sociaux n'a plus rien de surprenant de nos jours. Sur Instagram, comme sur X, nombreux sont les footballeurs qui communiquent avec leurs adversaires, avant qu'ils ne deviennent coéquipiers, parfois. C'est le cas de Jude Bellingham, qui était presque

harcelé de messages par Vinicius Jr lorsqu'il évoluait encore au Borussia Dortmund. « Je lui ai envoyé des messages presque tous les jours et lui ai dit de venir à Madrid », racontait-il. Le Brésilien, très habile sur le net comme sur le pré, est d'ailleurs selon AS, le principal agent du Real Madrid.

Et pour cause, l'ailier madrilène est très apprécié sur la scène européenne par les joueurs eux-mêmes et celui-ci n'hésite pas à louer les qualités de certains d'entre eux. Récemment, c'est avec Alphonso Davies que

Vinicius Jr est lié. Le Canadien a aimé une publication du Brésilien qui citait «Nouvelle ère» après le Clasico remporté. Avant ça, l'attaquant de 23 ans avait souhaité un « Joyeux anniversaire, mon frère » au latéral du Bayern, qui se rapprocherait du Real Madrid. Au fil des années, l'ancien joueur de Flamengo se mue en recruteur n°1 pour attirer d'autres grands talents à la Casa Blanca. En 2019, déjà, «Vini» avait posté une photo sur Instagram aux côtés de Kylian Mbappé qu'il qualifiait de « Crack ». Si sa persévérance a marché pour Jude Bellingham, à voir si elle marchera pour le natif de Bondy et le Canadien du Bayern Munich...

Footmercato.com